



DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX

RENDU EXECUTOIRE LE

10 NOV. 2022

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 20/10/2022
Reçu en préfecture le 20/10/2022
Publié le 
ID : 086-228600011-20221020-22_A_SE_0253-AR

ARRÊTÉ N° 2022-A-DGAS-DA-SE-0253

du **20 OCT. 2022**

fixant d'une dotation complémentaire
exceptionnelle 2022 au titre des surcoûts
énergétiques dans les établissements et
services médico-sociaux de compétence
départementale et gérés par la MUTUALITE
DE LA VIENNE

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la délibération de l'Assemblée départementale du Département de la Vienne en date du 23 septembre 2022 relative aux mesures exceptionnelles pour faire face à l'inflation dans les établissements et services autorisés par le Département, secteurs personnes âgées, personnes handicapées et de l'enfance ;

VU l'arrêté conjoint ARS n° 2019-A-DGAS-DHV-SE-0212 du 30 octobre 2019 autorisant d'extension de 4 places du service d'accompagnement pour adultes handicapés géré par la Mutualité Française de la Vienne ;

CONSIDERANT la volonté du Département de la Vienne d'apporter son soutien pour les 4 derniers mois de l'année 2022 aux établissements et services médico-sociaux accompagnant des personnes en situation de handicap et de compétence départementale, qui doivent faire face à l'inflation des coûts énergétiques, des matières premières

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Au titre de la mesure exceptionnelle relative à l'inflation, une dotation complémentaire et exceptionnelle 2022 est allouée à la MUTUALITE DE LA VIENNE pour un montant de 763 € et s'établit de la façon suivante :

N° FINESS	Raison Sociale ETABLISSEMENT/SERVICE	Montant de la dotation exceptionnelle
860011915	SAMSAH DEFICIENCE PSYCHIQUE	763 €

Ses modalités de calcul sont l'application d'un taux de 1% sur la dotation allouée à chacun des établissements ou services pour 2022, sur la base du nombre prévisionnel 2022 de personnes handicapées bénéficiaires de l'aide sociale départementale accueillies ou accompagnées, sur la période de septembre à décembre 2022.

ARTICLE 2 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 3: Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et la Présidente de l'Association gestionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le 20 OCT. 2022

Le Président du Conseil Départemental

Alain PICHON

